

Non classifié

SG/AU(99)1



Organisation de Coopération et de Développement Economiques
Organisation for Economic Co-operation and Development

OLIS : 02-Aug-1999
Dist. : 04-Aug-1999

PARIS

SECRETARIAT GENERAL
UNITE CONSULTATIVE SUR LES QUESTIONS PLURIDISCIPLINAIRES

Or. Ang.

SG/AU(99)1
Non classifié

EXPO 2000 / FORUM DE L'OCDE SUR L'AVENIR
LE DYNAMISME ECONOMIQUE DU XXIème SIECLE : ANATOMIE D'UNE
LONGUE PERIODE D'EXPANSION

POINTS ESSENTIELS des débats

Francfort, les 2 et 3 décembre 1998

80367

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine
Complete document available on OLIS in its original format

Or. Ang.

EXPO 2000 FORUM DE L'OCDE SUR L'AVENIR

2ème Conférence sur

**“LE DYNAMISME ECONOMIQUE DU XXIème SIECLE :
ANATOMIE D'UNE LONGUE PÉRIODE D'EXPANSION ”**

*organisée par la DG BANK Deutsche Genossenschaftsbank AG
à Francfort, les 2 et 3 décembre 1998*

POINTS ESSENTIELS des débats

Au seuil d'un nouveau millénaire, la série de conférences EXPO 2000 organisée dans le cadre du Forum de l'OCDE sur l'avenir, autour du thème "L'homme, la nature et la technologie: des sociétés durables au XXIème siècle", abordera quatre aspects essentiels de l'activité humaine: la technologie, l'économie, la société et les méthodes de gouvernement. Il s'agira d'étudier l'évolution possible des variables clés et d'analyser différentes voies de développement pour mettre en évidence certaines des principales répercussions et certains des moyens d'action envisageables. Chaque conférence offrira une analyse partielle des tendances et des lignes d'action sous-jacentes. Toutefois, considérée dans son ensemble, la série de conférences vise à fournir des éléments de portée générale pour l'évaluation des choix cruciaux auxquels seront vraisemblablement confrontés les citoyens et les décideurs au siècle prochain. (Pour plus d'informations: <http://www.oecd.org/sge/au>)

© OECD 1999

Les permissions de reproduction partielle à usage non commercial ou destinée à une formation doivent être adressées au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, France, Tel. (33-1) 44 07 47 70, Fax (33-1) 46 34 67 19, pour tous les pays à l'exception des États-Unis. Aux États-Unis, l'autorisation doit être obtenue de Copyright Clearance Center, Service Client, (508)750-8400, 222 Rosewood Drive, Danvers, MA 01923 USA, or CCC Online: <http://www.copyright.com/>. Toute autre demande d'autorisation de reproduction ou de traduction totale ou partielle de ce document doit être adressée aux Éditions de l'OCDE, 2 rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16, France.

Note de synthèse

Après une journée et demie de discussions, les participants à la conférence ont conclu que le monde se trouvait face à une perspective séduisante, à savoir la possibilité d'une longue période d'expansion durable au cours des premières décennies du prochain millénaire. Une convergence de forces en mouvement, en particulier la transition vers une société du savoir, la naissance d'une économie mondiale et la poursuite de la viabilité écologique, pourrait contribuer à favoriser une amélioration considérable de la capacité de création de richesse et du bien-être sur toute la planète.

La transition vers une société et une économie du savoir pour les prochaines décennies ouvre des perspectives considérables de gains de productivité. La création de marchés mondiaux beaucoup plus intégrés pour les biens, les services, les capitaux et les technologies pourrait également favoriser de manière comparable une longue période d'expansion. Enfin, cette longue période d'expansion pourrait être soutenue par un élan de coopération visant à corriger l'évolution des rapports qu'entretient l'humanité avec l'environnement, changement qui implique des investissements massifs dans de nouveaux modes de consommation et de nouvelles méthodes de production utilisant moins de ressources. Pour libérer ces forces dynamiques, deux grandes orientations ont été retenues.

Premièrement, le dynamisme de l'économie en général, et une longue période d'expansion en particulier, exigeront des efforts exceptionnels, tant sur le plan national que sur le plan international, en vue d'encourager l'innovation permanente et un haut niveau d'investissement. Ceci suppose, au-delà de l'orientation normalement suivie par les politiques macro-économiques et d'ajustement structurel, l'introduction d'une série d'initiatives visant à établir les règles et les cadres appropriés à la transition vers une économie mondiale durable du savoir. Les législations nationales et internationales devront prévoir la protection de formes de plus en plus variées de propriété intellectuelle et garantir l'accès universel à des systèmes de paiement sûrs pour garantir aux fournisseurs locaux les plus modestes et aux consommateurs les plus isolés l'accès aux marchés mondiaux. La transparence des normes financières, commerciales et environnementales devra être portée à un niveau qui permette non seulement une totale intégration des marchés mais aussi la création de mécanismes incitatifs susceptibles d'accélérer l'évolution vers des formes de production et de consommation plus économe en ressources.

Deuxièmement, dans la perspective d'une longue période d'expansion conditionnée par un renforcement des niveaux de coopération internationale, qu'il s'agisse de la diffusion du savoir, de l'intégration des marchés ou de la transformation de l'environnement, les décideurs devront envisager des approches entièrement nouvelles en ce qui concerne la négociation et le rapprochement d'intérêts et de besoins divergents. Faire des choix pour la planète tout entière et non pas seulement dans l'intérêt d'une seule nation ou d'une seule région exigera, sur le plan des institutions tant locales qu'internationales, des innovations propres à susciter l'adhésion et l'engagement de milliards d'individus touchés par les décisions adoptées. Appliquer les solutions technologiques et organisationnelles de l'économie du savoir aux besoins de la société en général, faire céder les résistances des différents perdants de l'intégration des marchés aux niveaux des régions et des générations et réduire le pouvoir souverain de polluer, sont autant d'initiatives qui ne peuvent s'imposer que s'il existe des moyens plus efficaces de gouverner la planète.

En conclusion, l'anatomie d'une longue période d'expansion a permis d'en déterminer avec précision à la fois la faisabilité et les conditions de réalisation.. Cette évolution dynamique pourrait tirer parti au mieux des possibilités qui s'offrent à l'humanité à l'aube du XXIème siècle. Il est vrai toutefois que les occasions ne sont pas toujours saisies : ces dernières décennies ont également connu un grand accroissement des inégalités et de l'exclusion. Le renversement de cette tendance pourrait être l'un des effets les plus bénéfiques d'une longue période d'expansion et l'une des principales motivations pour entreprendre les efforts exceptionnels requis en matière de politique économique et sociale.

Introduction

L'une des perspectives les plus prometteuses et les plus couramment évoquées tient au potentiel considérable qu'offrent les nouvelles technologies. De ce point de vue, bon nombre des graves problèmes actuels tels que le chômage, la malnutrition, les maladies et le réchauffement de la planète pourraient être résolus grâce à une application intelligente des découvertes réalisées dans les domaines de la science informatique, du génie génétique, de la nano-technologie et de la création de nouveaux matériaux. Ces espoirs ne sont pas sans rappeler ceux suscités il y a un siècle par le développement et la diffusion de technologies comme l'électricité, la radio et le moteur à explosion qui annonçaient une nouvelle ère de bien-être pour l'homme.

A cette différence, on le voit clairement avec le recul, que la réalisation du potentiel des technologies nouvelles de la fin du XIX^{ème} siècle a exigé des transformations économiques et sociales beaucoup plus importantes. Les processus nécessaires à la diffusion des découvertes au-delà des laboratoires des inventeurs, à la conception de nouvelles applications, à la vulgarisation de technologies initialement peu connues et à la réalisation d'une intégration en profondeur des techniques de pointe, ont tous été des processus longs et difficiles. Tous impliquaient de nouveaux points de repère, qu'il s'agisse du lieu où du mode de vie des gens ou encore de ce que les entreprises produisaient et comment. Les anciens schémas, les attentes immuables et les notions "de bon sens" généralement acceptées, ont été à leur tour bouleversés, sans parler des théories de gestion bien établies et des réalités politiques figées.

Il est frappant de remarquer que des transformations non moins radicales, à l'échelle de l'économie et de la société tout entières, semblent cette fois encore constituer une perspective réaliste. C'est la conclusion des deux dernières conférences du Forum. Bien qu'il ne fasse pas de doute qu'il y ait eu par le passé des périodes riches en perspectives pour l'humanité, les participants aux deux conférences ont estimé que la conjoncture actuelle constituait l'un de ces rares moments où une convergence d'évolutions nombreuses et diverses engendrait des opportunités nouvelles de transformation radicale. Ceci ne tient pas à un changement assez arbitraire de date mais à des conditions historiques qui paraissent mûres. L'humanité a l'opportunité de récolter d'énormes avantages si elle est prête à entreprendre des changements tout aussi significatifs. Ce n'est pas un résultat acquis d'avance, loin s'en faut, car les politiques nécessaires sont très ambitieuses et ne sont pas encore à la portée des décideurs.

Deux facteurs, l'un méthodologique et l'autre conjoncturel, peuvent expliquer une conclusion aussi péremptoire. Premièrement, la méthode adoptée par les conférences du Forum pour explorer les perspectives à long terme n'est pas fragmentaire ni linéaire comme le sont habituellement et à juste titre celles utilisées pour les prévisions à court terme. Une approche systémique et inter-disciplinaire est essentielle pour identifier les possibilités de transformations plus radicales, qu'elles soient voulues ou évolutives. Deuxièmement, la conclusion étonnante du Forum résulte précisément de l'adoption de cette méthodologie dans la conjoncture actuelle. D'aucuns pourraient attribuer ce sentiment d'une opportunité exceptionnelle aux craintes suscitées par cette fin de siècle et à l'optimisme de mise de la part des gouvernements au seuil du nouveau millénaire. Ces réserves sont toutes naturelles et elles ont en partie motivé l'ordre du jour analytique du Forum. L'évaluation finale confirme cependant une forte convergence des possibilités technologiques, économiques et mondiales. Les portes de l'histoire semblent s'ouvrir à la fois sur une formidable dynamique sociale et technique et sur le rythme rapide de développement qui caractérise une longue période d'expansion. Toutefois, comme l'ont fortement souligné les discussions, il sera nécessaire pour saisir ces opportunités de mettre en œuvre des efforts exceptionnels pour adopter des politiques efficaces, le tout étant assorti d'une bonne dose de chance.

Le document publié à l'issue de la conférence précédente fournit des précisions sur les "promesses et les périls" des technologies du XXI^{ème} siècle. Les pages qui suivent présentent un résumé des actes de la

deuxième conférence au cours de laquelle a été envisagée la possibilité qu'une longue période d'expansion puisse au cours des deux prochaines décennies accélérer le rythme du développement économique au-delà du niveau moyen enregistré par le passé.

Anatomie d'une longue période d'expansion

Les longues périodes d'expansion sont des événements exceptionnels. Elles ont été relativement rares dans l'histoire du développement économique de l'humanité. Par exemple, les deux périodes de croissance rapide enregistrées au cours des 130 dernières années - l'une au cours des dernières décennies du XIX^{ème} siècle et l'autre après la deuxième guerre mondiale - ont largement contribué à relever le niveau moyen enregistré sur longue période. L'anatomie de ces périodes d'expansion révèle deux caractéristiques essentielles. Premièrement, qu'un rythme d'évolution supérieur à la moyenne en période d'expansion s'inscrit dans un courant plus long, à l'échelle du siècle. Ce flux puissant alimenté par un dynamisme économique à long terme est un phénomène distinct qui ne doit pas être confondu avec les phases d'expansion et de contraction cycliques de plus courte durée qui fluctuent autour de la tendance historique. Deuxièmement, qu'il existe une multitude de facteurs divers et interdépendants qui contribuent ensemble, dans une conjoncture historique spécifique, à déclencher les rythmes exceptionnellement rapides de changement socio-économique et de croissance de la productivité qui caractérisent une longue période d'expansion. Dans une perspective d'avenir, les participants à la conférence ont conclu que ces deux caractéristiques essentielles qui sous-tendent l'anatomie d'une longue période d'expansion sont présentes dans le contexte actuel.

Dynamisme économique à long terme. Harmonie et dissonance des systèmes

Il est indéniable qu'une forte croissance des investissements, des capacités de la population active et des échanges est indispensable à la réalisation d'une très longue période de développement économique durable. Toutefois, l'élément dynamique qui favorise le changement est la réaction systémique, qui soit catalyse le processus, soit l'étouffe. Les événements récents ont jeté une lumière crue sur le rôle du bon fonctionnement ou du dysfonctionnement des systèmes. Les conséquences néfastes de la défaillance des systèmes apparaissent clairement, par exemple, avec l'abandon de la planification centralisée soviétique ou dans de nombreux pays frappés par la "crise de la dette" qui ont été plongés dans une pauvreté encore plus grande après les années 70. Les bienfaits considérables résultant du bon fonctionnement des systèmes sont quant à eux illustrés par la convergence, après la deuxième guerre mondiale, de l'Europe et du Japon vers les niveaux de revenus américains et par le décollage économique significatif de nombreux pays d'Asie au cours de ces vingt dernières années.

Les participants à la conférence ont souligné que l'histoire démontre le caractère harmonique du dynamisme économique à long terme. Tout comme les différentes notes et les différents accords d'une mélodie finissent par se fondre en une polyphonie, une économie dynamique est le résultat d'une multitude de facteurs qui créent ensemble un système symphonique. Et, comme pour les multiples composantes de la musique polyphonique, il peut y avoir harmonie et dissonance suivant que les différentes mélodies varient, s'interpénètrent, se rattrapent ou prennent du retard. Ainsi, la "crise asiatique" actuelle, avec ses accords dissonants confirme plutôt qu'elle ne dément l'affirmation selon laquelle le dynamisme économique naît de la combinaison de nombreux éléments technologiques, institutionnels et culturels distincts et divers pour former un système qui fonctionne. En réalité, le processus de développement d'une économie et d'une société tirées par l'innovation est fonction d'une suite de phases de retard et de rattrapage, une sorte de déséquilibre interagissant au sein même des découvertes scientifiques, des structures sociales, des modèles organisationnels et des systèmes de valeurs.

L'adoption de ce point de vue systémique permet également de mettre en évidence les facteurs spécifiques qui se sont révélés essentiels pour soutenir le dynamisme économique durant presque deux siècles, ainsi

que de nombreuses crises à court et moyen terme. Les caractéristiques fondamentales qui tendent à éviter la stagnation et à renouveler la capacité et le désir de changement dans le temps peuvent être regroupées en trois catégories: premièrement les aspirations et les impératifs résultant de l'évolution concomitante de la démocratie et d'un marché concurrentiel, deuxièmement les capacités d'innovation et d'adaptation qui peuvent être mises en œuvre lorsqu'existent le pluralisme, la transparence et l'ouverture, enfin la palette de valeurs culturelles, telles que le respect des libertés civiles ou les devoirs envers la société, qui facilitent la recherche permanente de moyens d'équilibrer coopération et concurrence, sécurité et prise de risque. Schématiquement, le dynamisme économique à long terme repose sur une combinaison entre capacité d'adaptation et innovation, assortie d'une bonne information elle-même fondée sur des incitations et des signaux clairs et efficaces. Toutes ces caractéristiques sont à leur tour influencées par la multitude d'institutions, de législations explicites et de règles tacites qui fixent les critères du comportement de tous les jours.

Naturellement, les systèmes qui sont hiérarchiques, fermés et marqués par l'intolérance sont capables de courtes flambées de développement, en particulier si les structures technologiques, organisationnelles et sociales sont imposées d'en haut en période de conflit et/ou en période d'industrialisation forcée. Toutefois, comme le démontre l'histoire de ce siècle, il ne s'agit pas de systèmes dynamiques en mesure de soutenir un développement économique à long terme. Il devient en outre de plus en plus évident que les formules uniformes et hiérarchiques du passé sont non seulement moins souhaitables mais sont également susceptibles d'être beaucoup moins efficaces à l'avenir. La nécessité de satisfaire à une demande très variée suscite une offre encore plus variée qui est à son tour fonction de l'encouragement donné à l'initiative, à la production à la demande et à l'assouplissement des contrôles centralisés. En fait, comme l'ont souligné de nombreux participants à la conférence, les moyens nécessaires à la réalisation des conditions susceptibles de soutenir le dynamisme économique à long terme évoluent dans le temps. La démocratie et les institutions commerciales du XIX^{ème} siècle ont offert de larges possibilités dans ce domaine, tout comme les organisations de production, de consommation et de gouvernement de masse qui ont dominé le XX^{ème} siècle. Ces formes d'institutions et d'organisations ne sont toutefois pas du tout adaptées aux conditions et aux tâches du XXI^{ème} siècle.

L'atmosphère de fin de siècle a conduit certains à proclamer le triomphe d'un modèle unique de dynamisme économique qui l'emporterait sur toute autre approche. Ce point de vue fait abstraction de la grande diversité de modèles économiques spécifiques et confond les caractéristiques normalement attribuées au dynamisme à long terme et les différentes méthodes pour y parvenir. Une erreur couramment commise à cet égard est de supposer qu'une économie dynamique donnera nécessairement naissance aux taux de croissance supérieurs à la moyenne qui caractérisent une longue période d'expansion. Ceci revient à confondre les conditions requises pour l'obtention de taux de développement économique supérieurs à la moyenne et les catalyseurs et contraintes spécifiques susceptibles de déterminer les résultats effectifs. Les participants à la conférence ont été prompts à souligner le décalage entre leurs prévisions relativement optimistes quant à la poursuite du dynamisme économique au cours des premières décennies du XXI^{ème} siècle et leur évaluation du caractère plausible d'une nouvelle longue période d'expansion à condition toutefois qu'un effort exceptionnel soit fait par les responsables politiques.

Catalyseurs et contraintes du changement

Soutenir la vague de dynamisme économique à long terme qui déferle actuellement est une condition nécessaire mais non suffisante pour déclencher une longue période d'expansion. Il est indispensable pour cela que se produise une convergence de facteurs sociaux, économiques et technologiques spécifiques au moment historique considéré. Les participants à la conférence ont convenu sur ce point qu'il était concevable qu'une telle combinaison de facteurs se produise et que le taux moyen global de la croissance du revenu par habitant puisse dépasser la barre des 3% au cours des prochaines décennies. Pour atteindre cet objectif, de sensibles progrès devront être accomplis dans trois domaines cruciaux: avènement de

l'économie et de la société du savoir; intégration beaucoup plus complète, au niveau mondial, des marchés de biens, de services, de capitaux et de technologies; et nécessité d'éviter des coûts environnementaux excessifs. Il ne fait de doute pour aucun participant que la combinaison de ces trois facteurs pourrait déclencher et soutenir une longue période d'expansion. Il est en revanche beaucoup plus difficile de déterminer dans quelle mesure le progrès dans chacun de ces domaines sera suffisant et complémentaire pour produire une longue période d'expansion. Les résultats dépendent ici des atouts et des faiblesses des différents catalyseurs et contraintes du changement.

En ce qui concerne le premier facteur, la transition vers une économie et une société du savoir, les participants à la conférence n'ont pas contesté que cette transformation était déjà bien engagée. Un parallèle évident a été établi avec le puissant effet porteur de croissance du mouvement de transition opéré au cours de ce siècle vers la production, la consommation et le gouvernement de masse. De même, basculer vers une économie dominée par la production et la consommation de biens incorporels pourrait susciter un dynamisme technologique et social suffisant pour porter le niveau de croissance au-dessus de la moyenne et déclencher une longue période d'expansion. La question la plus délicate a été de savoir si les catalyseurs seraient suffisamment forts, non seulement pour surmonter les contraintes mais aussi pour induire un changement suffisamment rapide et étendu. La perspective des découvertes en laboratoire et des innovations portant sur les produits n'offre à elle seule aucune garantie quant à une large diffusion ou une profonde réorganisation de la manière de vivre et de travailler des individus. On sait en outre que la diffusion des technologies de l'information n'a pas réussi jusqu'à présent à entraîner un décollage de la productivité.

Une dynamique semble pourtant avoir été impulsée. L'Internet et l'explosion du commerce électronique attirent l'attention sur les structures qui seront essentielles pour la réalisation d'une transition plus rapide et plus en profondeur. Si une infrastructure mondiale est mise en place pour résoudre des problèmes tels que l'absence de garantie du respect de la vie privée, la sécurité et l'accès universel aux systèmes de paiement et l'adoption de législations appropriées pour la protection des droits de propriété intellectuelle, il est probable que le renforcement de la concurrence entre les marchés les plus décentralisés et de la diffusion du savoir accéléreront le processus de transition. Toutefois, faciliter l'accès des particuliers et des entreprises aux marchés - tant du côté de la demande que de l'offre - ne constitue qu'un élément de la solution. Les contraintes telles que l'accès limité à des " technologies appropriées " faciles à utiliser et les méthodes obsolètes de création, d'évaluation et de valorisation du capital humain menacent de ralentir le changement ou de le rendre trop superficiel. Par ailleurs, si les progrès vers les nouveaux modes organisationnels de production, de consommation et d'implantation qui vont de pair avec une économie virtuelle demeurent modestes, il sera également plus difficile de trouver les moyens d'offrir la compensation nécessaire pour surmonter les craintes que suscitent chez les individus des technologies peu familières et la perspective d'un bouleversement des structures économiques et sociales existantes. De ce point de vue, la transition vers une économie et une société du savoir a toutes les chances de constituer l'un des éléments moteurs de la réalisation d'une longue période d'expansion.

La seconde série de changements qui pourraient entraîner une longue période d'expansion tient à la possibilité d'une intégration accélérée et beaucoup plus complète des marchés mondiaux. L'évolution historique et la théorie économique classique nous enseignent clairement l'existence d'un potentiel de catalyse lorsque, par exemple, la création d'un espace national ou régional permet la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des technologies. Étendue au monde entier, une telle intégration offre d'immenses possibilités d'améliorer à la fois l'efficacité de l'allocation des ressources et la concurrence des idées qui est l'élément clé pour favoriser une économie fondée sur l'innovation. De nombreux obstacles se dressent en travers du chemin, qu'il s'agisse des difficultés couramment rencontrées pour résoudre les conflits commerciaux dans les systèmes existants, ou de la difficulté de réformer ou d'inventer des institutions capables d'affronter la volatilité des marchés financiers mondiaux, ou encore de la lenteur du processus de garantie des investissements dans le système multilatéral. Par ailleurs, l'intégration rapide

et beaucoup plus complète des marchés requise, pour la mise en place d'une longue période d'expansion a peu de chance d'être politiquement réalisable sans l'adoption de mécanismes destinés à indemniser les perdants et à introduire des normes minimales en matière de droits de l'homme et de droit du travail. Ici les valeurs sociales jouent un rôle décisif. Les négociations visant à une fusion totale des marchés et à l'établissement de niveaux de transparence beaucoup plus élevés se heurtent rapidement à des problèmes tels que la valeur qui s'attache à la sauvegarde de la souveraineté nationale, ou la volonté d'accepter des normes sociales nouvelles ou celles d'autres peuples. Des progrès ont certes été accomplis, d'abord avec l'apparition au cours de ces deux derniers siècles des espaces intégrés que constituent les marchés nationaux et, plus récemment, avec la réduction ou l'élimination progressive des barrières internationales au commerce des biens et des services. Mais il reste encore beaucoup à faire. L'entrée dans une longue période d'expansion exigera une accélération et un élargissement du programme de travail, un défi qui n'a d'égal que les gains potentiels.

Un troisième facteur susceptible de contribuer au déclenchement d'une longue période d'expansion au cours des premières décennies du siècle à venir est la poursuite de l'objectif d'un environnement viable. Ce facteur est différent des autres éléments moteurs d'une longue période d'expansion qui supposent un changement par le biais essentiellement de la recherche de nouvelles opportunités, non assorties de contraintes. Ici, en revanche, l'élément susceptible de provoquer des changements majeurs dans pratiquement tous les aspects de la vie quotidienne est le rôle transformateur qui consiste à faire face à la nécessité d'une réduction considérable de la demande humaine par rapport à la capacité écologique de la planète. Il est extrêmement difficile du point de vue des politiques à adopter de définir un programme d'action environnementale susceptible de s'accorder avec les changements de type macro- et micro économique qu'implique la transition vers une économie et une société du savoir intégrées au niveau mondial. Réduire l'empreinte future de la création de richesse sur l'environnement par rapport aux sociétés industrielles d'aujourd'hui pourrait, si les politiques sont conçues de manière appropriée, favoriser le développement d'une économie numérique dans laquelle la valeur ajoutée tiendrait essentiellement aux idées virtuelles circulant par le biais de vastes réseaux mondiaux. Les politiques écologiques qui accélèrent la diffusion des technologies décentralisées, telles que la production d'énergie au moyen de piles à combustibles et les nouvelles infrastructures telles que les réseaux numériques, pourraient jouer un rôle important en améliorant la productivité globale.

Certains se sont toutefois montrés préoccupés par le fait que la transition brutale vers une économie et une société écologiquement plus viables, pourrait se révéler une contrainte plutôt qu'un élément catalyseur. Avoir recours à des mesures d'incitation économique pour modifier les comportements et les schémas d'investissement peut être très efficace, comme l'ont démontré les crises pétrolières, mais l'ajustement pourrait avoir un coût prohibitif. Ce coût pourrait finir par ajouter au retard pris en essayant d'utiliser des institutions mondiales qui sont encore quelque peu immatures pour la tâche immense qui consiste à négocier l'attribution de droits et la redistribution des revenus allant de pair avec une nouvelle forme de citoyenneté écologique à l'échelle de la planète. Néanmoins, la plupart des participants à la conférence ont convenu qu'il était faisable et souhaitable d'introduire des politiques susceptibles de déboucher simultanément sur un environnement viable et sur le déclenchement d'une longue période d'expansion.

Au-delà des difficultés rencontrées pour mettre en œuvre les catalyseurs et surmonter les contraintes, les perspectives de longue période d'expansion reposent également sur l'effet de l'harmonie et de la dissonance des systèmes, de leur convergence et de leur divergence. Les implications pour une longue période d'expansion sont difficiles à déterminer dans la mesure où il est des moments où les conflits aigus entre systèmes dissonants (par exemple États-Unis/URSS) ou l'harmonie (par exemple intégration de l'UE) peuvent contribuer à favoriser un niveau d'expérimentation et d'expansion supérieurs à la moyenne. Par ailleurs il est des moments où la dissonance des systèmes (guerre civile, par exemple) ou l'harmonie (cartels, par exemple) peuvent totalement paralyser l'évolution dynamique. De même, des phases alternées de convergence et de divergence entre les systèmes et au sein des systèmes peuvent constituer un

mécanisme important d'encouragement du dynamisme en multipliant les possibilités d'apprentissage, d'innovation et d'investissement. Malheureusement, la divergence, comme le font clairement apparaître les différents niveaux de développement et l'inégalité croissante entre les riches et les pauvres, n'est pas systématiquement auto-correctrice. Pour réduire ce fossé, il est nécessaire de réagir de manière active et efficace. Dans ce domaine comme dans d'autres, la clé de la réalisation d'une longue période d'expansion résidera dans la mise en place d'initiatives majeures en matière de politiques.

Politiques susceptibles de déclencher une longue période d'expansion

L'anatomie d'une longue période d'expansion a montré que les perspectives qui s'y rapportent sont d'abord fonction de la nature des systèmes "moteurs" sur lesquels elle repose et ensuite des possibilités spécifiques à la période considérée. Sous ces deux aspects, les perspectives de longue période d'expansion seraient nettement meilleures en présence d'une harmonie et d'une convergence entre les systèmes. Non que l'harmonie l'emporte toujours sur la dissonance lorsqu'il s'agit de faire avancer les systèmes ou que la convergence soit possible sans divergence préalable, mais compte tenu de l'importance toute particulière que revêt la diffusion du savoir, des institutions et des objectifs au niveau mondial pour que se mette en place une longue période d'expansion au début du XXI^{ème} siècle. La possibilité de provoquer une longue période d'expansion sera fonction de politiques qui devront d'abord entraîner une période exceptionnellement durable d'harmonie et de convergence des systèmes et ensuite réussir, au niveau mondial, à susciter simultanément un progrès technologique rapide, une profonde intégration des marchés et une réorientation des choix macro-économiques vers un environnement viable en vue d'améliorer la productivité.

Les participants à la conférence ont testé la faisabilité de cet ambitieux programme d'action à partir d'un certain nombre de scénarios dont tous les éléments pourraient, sur la base de combinaisons de politiques légèrement différentes, trouver à s'appliquer. Une attention toute particulière a été portée à trois scénarios: le scénario "Croissance de type locomotive" (growth leader), dans lequel les États-Unis en pleine expansion font avancer le monde; le scénario "Croissance de type recentrage" (growth shift), dans lequel la diffusion à l'échelle mondiale du dynamisme économique promet une rapide convergence de bon nombre des pays en développement vers le niveau des pays développés et le scénario "Croissance de type multipolaire" (growth clusters), dans lequel un réseau de métropoles et de régions innovantes à forte densité de connexions provoque un changement radical à l'échelle de la planète. Ces scénarios ont tous en commun le fait qu'ils s'éloignent peu des politiques macro-économiques, budgétaires et d'ajustement structurel prudentes qui sont essentielles à l'instauration d'un contexte prévisible et souple. Les scénarios diffèrent en revanche sur les politiques, tant nationales qu'internationales, susceptibles de déterminer les éléments moteurs d'une longue période d'expansion en cours.

Dans le premier scénario, une hégémonie américaine incontestée et renforcée repousse les limites technologiques à un rythme soutenu au niveau mondial. Il est donné libre cours à l'innovation dans un contexte de concurrence extrême et de destruction créatrice rapide liée à une flexibilité économique sans contrainte. Du point de vue des politiques, les systèmes mondiaux de protection des droits de propriété intellectuelle et l'investissement étranger direct jouent un rôle important, mais l'accent est mis essentiellement sur les initiatives nationales permettant un changement radical de l'organisation économique et sociale à la recherche de la productivité et du profit fondés sur l'innovation. Le succès de ces initiatives ne nécessite pas de nouveaux accords institutionnels internationaux, ce qui fait que la négociation d'initiatives visant à améliorer la viabilité écologique progresse au ralenti. La tendance actuelle à des politiques budgétaires et monétaires visant à la stabilisation macro-économique ainsi qu'à une plus grande libéralisation des échanges de biens, de services et de capitaux devrait toutefois se poursuivre. Les mesures d'incitation économique et l'inégalité sociale pourraient devenir encore plus marquées qu'aujourd'hui.

Dans le deuxième scénario, les pays émergents d'Asie, d'Amérique latine, et éventuellement la Russie, s'engagent dans un processus de convergence rapide vers les niveaux de productivité et de revenus des pays de l'OCDE. Ici l'intégration des marchés mondiaux coïncide avec la possibilité pour les pays en développement d'adopter les pratiques exemplaires mondiales. Ceci ouvre à son tour la voie à une division internationale du travail hautement productive. La plupart des pays de l'OCDE prospèrent en concentrant leurs activités sur les biens incorporels et sur l'ajustement au vieillissement de la population, alors que le reste du monde avance à grands pas sur la voie du développement industriel pour rattraper les niveaux de productivité les plus avancés. La clé des politiques se situe au niveau international, où la libre circulation des biens, des services, des capitaux, des technologies et des compétences permet de réaliser les investissements et les transferts de savoir nécessaires au décollage du monde en développement. Dans le même temps, compte tenu d'une profonde interpénétration des intérêts, il pourrait devenir beaucoup plus facile d'obtenir la coopération nécessaire pour chercher réellement à établir une stabilité financière mondiale et un environnement durable et pour tenter d'améliorer le sort des pauvres et des exclus du monde entier.

Le troisième scénario prévoit une longue période d'expansion favorisée par le dynamisme de réseaux multipolaires, composés de pôles urbains et régionaux d'innovation et de communication couvrant toute la planète. Les entreprises et les collectivités locales se rapprochent pour développer l'infrastructure et les connexions nécessaires à la constitution de pôles à forte croissance. Dans ce scénario, la productivité connaît une croissance extrêmement rapide, l'effet des technologies de l'information sur l'amélioration de l'efficacité finissant par se faire sentir. Les avantages géographiques liés à la proximité, comme dans la Silicon Valley, se conjuguent avec l'avantage des communautés virtuelles qui font leur apparition sur l'Internet. La concurrence et l'innovation sont acharnées, le partage du savoir et l'accès à des technologies peu coûteuses abaissant les coûts de démarrage de l'activité en ce qui concerne l'offre et contribuant à informer le consommateur en ce qui concerne la demande. L'encouragement du commerce électronique visant à abaisser à la fois les coûts de l'accès et des transactions suppose l'adoption de politiques nouvelles de réglementation et de répression au niveau mondial, dans les domaines de la politique de la concurrence, du respect de la vie privée, de la protection de la propriété intellectuelle et des paiements. L'orientation rapide vers des activités économiques moins consommatrices de ressources pourrait favoriser les objectifs de viabilité, mais le peu d'exigences manifesté par ce scénario au regard de la coopération internationale pourrait bien limiter les avancées sur des questions telles que le changement climatique et l'inégalité mondiale.

Globalement, la réussite de l'un ou l'autre de ces scénarios dépendra d'une plus large diffusion des éléments systémiques fondamentaux qui ont soutenu deux siècles de dynamisme économique durable dans les pays de l'OCDE. En fait ceci pourrait bien être la partie la plus facile à réaliser, étant donné que les trois séries de facteurs génériques qui ont joué un rôle si important par le passé semblent être amenés à se propager. L'alliance entre éléments moteurs de l'économie et expression politique qui résulte de la combinaison entre démocratie et concurrence des marchés devrait s'étendre à d'autres parties du monde. Le pluralisme, la transparence et l'ouverture qui sous-tendent la capacité d'innover et de s'adapter sont également en train de s'implanter davantage, avec beaucoup de difficulté, il est vrai. Enfin, en ce qui concerne la culture, certains signes indiquent que dans le futur les individus non seulement accepteront mais rechercheront activement et aspireront à trouver les moyens d'intensifier la mise en réseau de la planète, ce qui permettra de trouver un équilibre tenable entre coopération et concurrence, identité et intégration. Dans le monde entier, la société civile s'oriente, certes lentement et moyennant un coût souvent élevé, vers une meilleure recherche de la diversité en tentant d'allier sécurité et prise de risques. Ces questions seront examinées de manière plus approfondie lors de la troisième conférence intitulée Dynamique sociale du XXI^{ème} siècle, qui fait partie du cycle de conférences Expo 2000 - Forum de l'OCDE sur l'avenir.

Politiques traditionnelles et politiques innovantes

Il n'en reste pas moins qu'amener la croissance aux niveaux supérieurs à la moyenne caractéristiques d'une longue période d'expansion impose des exigences plus strictes et suppose un degré d'initiative en matière de politiques qui va bien au-delà de la réflexion courante. Initialement, le besoin d'harmonie et de convergence des systèmes mondiaux renforce la difficulté de la tâche des responsables politiques qui consiste à définir des objectifs communs et à mettre en place des cadres analogues. Cette tâche deviendra encore plus délicate du fait qu'une longue période d'expansion implique des niveaux très élevés d'expérimentation et de diversité qui généreront inévitablement des écarts entre les projets, suivant qu'ils rencontrent le succès ou l'échec. Comblé ce fossé exigera très probablement des approches tendant à favoriser la prise de risques et des changements allant bien au-delà des cadres traditionnels des politiques économiques et sociales de production, de consommation et de gouvernement de masse. Les politiques innovantes seront essentielles aux niveaux local, national et mondial pour encourager la créativité dans tous les domaines, des marchés naissants de l'économie du savoir, aux entreprises et aux communautés virtuelles d'un monde entièrement en réseau. Toutefois, à la différence du processus très long de mise en place des lois sur la propriété et le travail qui a accompagné l'industrialisation, le lancement d'une longue période d'expansion nécessitera l'adoption rapide de législations appropriées couvrant tous les domaines, de l'adaptation des mesures de protection pour des formes de plus en plus diverses de propriété intellectuelle aux incitations économiques visant à introduire des systèmes énergétiques moins dommageables pour l'environnement. Les politiques prioritaires du programme d'action visant à encourager une longue période d'expansion devront tirer parti des opportunités les plus prometteuses qui s'offrent, au fur et à mesure que l'évolution du monde réel intégrera des éléments des scénarios "Croissance de type locomotive", "Croissance de type recentrage" et "Croissance de type multipolaire".

Pour affronter le vaste champ d'action du programme ambitieux que suppose une longue période d'expansion, tant au niveau national qu'international, il est possible d'établir une distinction entre les domaines où la continuité sera probablement suffisante et ceux où les découvertes innovantes seront vraisemblablement nécessaires. Sous l'angle national tout d'abord, il existe actuellement un certain nombre de politiques prioritaires qui conserveront toute leur importance. Les efforts accomplis pour maintenir la stabilité macro-économique continueront de contribuer de manière importante à la réduction des incertitudes, alors que les réformes en cours en vue de faciliter l'ajustement structurel laissent entrevoir un meilleur fonctionnement des marchés des produits, du travail et des capitaux. Ces deux tendances traditionnelles contribueront à créer les conditions susceptibles de générer les très hauts niveaux d'investissement et de redistribution des ressources qui sont nécessaires à une longue période d'expansion. De même, la poursuite de la transformation du rôle du gouvernement qui, de fournisseur direct de produits et de services souvent uniformes s'oriente vers un rôle de régulateur de fournitures plus diversifiées, plus décentralisées et répondant davantage à la logique de marché, contribuera à susciter et à soutenir une longue période d'expansion en améliorant l'efficacité économique générale et la flexibilité. Les réformes susceptibles d'aider les entreprises et les gouvernements à dépasser les méthodes hiérarchiques rigides du passé devront également continuer à jouer un rôle important pour favoriser l'introduction et l'invention de nouveaux produits et services, de nouveaux procédés et de nouvelles technologies, de nouveaux modes d'organisation du travail et de la vie quotidienne. De ce point de vue, soutenir une longue période d'expansion implique persévérance et rigueur dans l'application des politiques en vigueur.

Pour qu'une longue période d'expansion se mette en place et se poursuive, il conviendra d'adopter au niveau national des politiques moins familières, pouvant paraître radicales. Par exemple, des changements assez profonds pourraient se révéler nécessaires dans des domaines tels que les systèmes d'assistance sociale dont les modalités dépassées d'équilibrage entre prise de risques et sécurité tendent à empêcher le passage à des niveaux bien supérieurs d'adaptabilité, de créativité et de diversité, essentiels pour donner vie à l'économie et à la société du savoir. Dans le domaine de l'éducation, le passage à un apprentissage

tout au long de la vie exigera probablement un grand saut en avant permettant de mettre fin à la prédominance des systèmes éducatifs existants pour rechercher de nouveaux modes de validation des connaissances des individus, quelle que soit la manière dont ils ont acquis ce savoir. Par ailleurs, la mise au point de nouvelles formes de prise de risques et de solidarité sociale exigera des progrès majeurs en matière de réseaux, de réglementation du travail et d'incitations propres à faciliter la coopération, en particulier au niveau local. Les plus grandes avancées en matière de politiques nationales seront sans doute celles qui seront accomplies pour relever le défi de la redistribution des responsabilités. Cette redistribution doit se faire non seulement entre les organisations publiques et privées mais aussi entre les niveaux local, régional et mondial.

En réalité, au niveau international, une étape déterminante pourrait bien être celle qui consistera à dépasser le raisonnement fondé sur les considérations nationales pour adopter une logique tenant compte des intérêts de la planète tout entière. Penser le monde dans sa globalité ne préjuge en rien de l'importance de la poursuite de la tâche ardue qui consiste à étendre et à approfondir les processus multilatéraux visant à libéraliser les échanges, les investissements et les transferts de technologies, améliorer le gouvernement des entreprises et la transparence fiscale, et lutter contre les différents dangers tels que les maladies infectieuses et les produits chimiques toxiques. Une longue période d'expansion exigera néanmoins que soient recherchées des solutions plus rapides et souvent plus ambitieuses, à l'échelle de la planète, pour un certain nombre de problèmes clés. Par exemple, pour réaliser entièrement le potentiel des technologies de l'information et des communications, du commerce électronique et de l'Internet il sera nécessaire de trouver des solutions globales à des questions telles que la protection des consommateurs et de la vie privée, la sécurité des paiements, la vérification de l'identité, l'attribution des droits de propriété intellectuelle et la garantie de l'existence de conditions de marché concurrentielles.

L'accélération des négociations délicates qui préparent l'intégration plus en profondeur des marchés suscitera des discussions sur les solutions les plus efficaces et les plus acceptables pour les arbitrages économiques et sociaux. A défaut de prendre en compte les considérations liées à l'efficacité et à la redistribution, aucun succès politique ne sera probablement possible. En ce qui concerne l'aspect environnemental, toutes les questions, du réchauffement de la planète et de la biodiversité à la gestion des ressources halieutiques et plus généralement des océans, nécessiteront des réflexions et des mécanismes à l'échelle de la planète, capables de déboucher sur des choix politiques qui soient à la fois efficaces et politiquement acceptables. Enfin, s'agissant de l'application de l'état de droit au niveau mondial, les nations se voient mises en demeure de dépasser les anciens schémas de pensée pour atteindre des objectifs tels que la réduction de la corruption et du trafic de drogue, la poursuite de crimes contre l'humanité ou l'évaluation de la satisfaction des objectifs environnementaux définis dans les traités internationaux .

Globalement, il s'agit là d'un programme d'action impressionnant. Provoquer une longue période d'expansion nécessitera sans aucun doute une combinaison de toutes les forces de catalyse possibles et imaginables. Les voies les plus prometteuses sont probablement celles qui encouragent l'ouverture et la créativité du dynamisme des entreprises, un haut niveau de coopération internationale pour faciliter le développement et la diffusion rapides du savoir-faire et des technologies permettant la convergence économique et des réseaux mondiaux à forte densité de connexion susceptibles à la fois de renforcer la concurrence et de favoriser les actions conjointes des entreprises, des administrations et des individus. Cette évolution dynamique pourrait tirer le meilleur parti des possibilités qui s'offrent à l'humanité à l'aube du XXIème siècle. Il est vrai toutefois que les occasions ne sont pas toujours saisies : ces dernières décennies ont également connu un grand accroissement des inégalités et de l'exclusion. Le renversement de cette tendance pourrait être l'un des effets les plus bénéfiques d'une longue période d'expansion et l'une des principales motivations pour entreprendre les efforts exceptionnels requis en matière de politique économique et sociale.

LISTE DES PARTICIPANTS

Président

Donald Johnston
Secrétaire-Général

Fernando ALVAREZ
Director of Economic Studies
CEMEX
Mexique

Walter BRINKMANN
Senior Vice-President
Coca-Cola Greater Europe
Belgique

Paul A. DAVID
Professor of Economics
Stanford University
États-Unis

Frederik von DEWALL
Chief Economist
ING Group
Pays Bas

Emilio FONTELA
Professor of Economics
University of Madrid
Espagne

Robert GOEBBELS
Ministre de l'Economie, des Travaux Publics
et des Transports
Luxembourg

Orhan GÜVENEN
Sous-Secrétaire d'Etat à la planification
auprès du Premier Ministre
Turquie

David HALE
Global Chief Economist
Zürich Insurance Group
États-Unis

Martin HUEFNER
Executive Vice President
HypoVereinsbank
Allemagne

David HUMPHREYS
Chief Economist
RIO TINTO plc
Royaume-Uni

DeAnne JULIUS
Member of the Monetary Policy Committee
Bank of England
Royaume-Uni

Alain LIPIETZ
Centre d'Etudes Prospectives d'Economie
Mathématiques Appliquées à la Planification
France

Richard LIPSEY
Professor of Economics
Simon Fraser University
Canada

Maria LIVANOS CATTALDI
Secretary General
Chambre Internationale de Commerce

Wolfgang MICHALSKI
Directeur
Unité consultative auprès du Secrétaire général
OCDE

Herbert OBERHÄNSLI
Vice President, Economic
Studies and International Relations
Nestlé
Suisse

William PFAFF
Writer on Contemporary History and Politics
The International Herald Tribune
The Los Angeles Times Syndicate
France

Christopher PLEISTER
Member of the Board
DG BANK Deutsche Genossenschaftsbank AG
Allemagne

Peter SCHWARTZ
President
Global Business Network
États-Unis

Robert J. SHAPIRO
Under Secretary for Economic Affairs
Department of Commerce
États-Unis

Horst SIEBERT
President
Kiel Institute of World Economics
Allemagne

Friedrich-Leopold von STECHOW
Member of the Board
DG BANK Deutsche Genossenschaftsbank AG
Allemagne

Kari TAPIOLA
Deputy Director-General
Bureau international du travail
B.I.T.

Jitsuro TERASHIMA
General Manager
Mitsui & Co., Ltd.
Japon

Bernd THIEMANN
Chairman of the Managing Board
DG BANK Deutsche Genossenschaftsbank AG
Allemagne

Heiko THIEME
Chairman
American Heritage Management Corp.
États-Unis

Ignazio VISCO
Chef, Département des Affaires Economiques
OCDE

Martin WOLF
Associate Editor
Financial Times
Royaume-Uni

Secrétariat de l'OCDE
Unité consultative auprès du Secrétaire général

Barrie STEVENS
Adjoint au directeur

Riel MILLER
Administrateur principal

Pierre-Alain SCHIEB
Administrateur principal